De la carrière à la marbrerie : des machines monumentales au devenir incertain

From quarry to marble: monumental machines with uncertain futures

Lisa Caliste

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/pds/1478>

DOI : 10.4000/pds.1478

ISSN : 2494-2782

Éditeur

Conseil régional Occitanie

Référence électronique

Lisa Caliste, « De la carrière à la marbrerie : des machines monumentales au devenir incertain », *Patrimoines du Sud* [En ligne], 4 | 2016, mis en ligne le 01 août 2016, consulté le 14 décembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/pds/1478> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/pds.1478>

La revue *Patrimoines du Sud* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Patrimoines du sud – 4, 2016

De la carrière à la marbrerie : des machines monumentales au devenir incertain

Lisa CALISTE

Connu pour ses marbres colorés largement exportés en France et à l'étranger, le Languedoc possède un héritage matériel et immatériel lié au travail du marbre, dont la préservation mobilise acteurs privés et publics depuis quelques années. La protection de l'ensemble marbrier du moulin de Biot à Félines-Minervois (Hérault) en 2004, suivie par l'inscription de trois carrières à Caunes-Minervois (Aude) en 2006, marque ainsi une inflexion du ministère de la Culture en faveur de la préservation des fronts de taille et des fosses, sans prendre encore systématiquement en compte les chemins d'exploitation.

De même, les initiatives publiques menées ces dernières années, poussées dans certains cas par les besoins nés des chantiers de restauration, permettent le maintien des exploitations et parfois même des pratiques¹. Qu'en est-il des outils et des machines ? Plus répandus et plus faciles à conserver, considérés comme les témoignages d'une société traditionnelle, les outils se retrouvent chez des particuliers, parfois exposés dans des vitrines installées dans les musées, mairies et cafés des villages². Si elles ont évité leur reclassement sur un rond-point, les machines³ semblent les oubliées de cette chaîne patrimoniale, paradoxe s'il en est puisqu'elles sont devenues indispensables dans la chaîne opératoire du marbre dont la mécanisation s'est généralisée au siècle dernier.

Du gisement au revêtement décoratif : l'armure comme pièce maîtresse

Du gisement au produit fini, rappelons que les opérations sont multiples comme les lieux du travail du marbre. Une fois le bloc extrait de la carrière, il doit être équerri, ce qui revient à *régulariser ses faces en les mettant approximativement d'équerre et en supprimant les*

Fig. 1. Saint-Pons-de-Thomières (Hérault), carrière de marbre ; carriers devant une débiteuse de chantier, pour le sciage de masse au fil hélicoïdal, début du XX^e siècle. © Archives départementales de l'Hérault, 1770 W 319.

1 - Sans prétention d'exhaustivité, signalons les initiatives du Parc naturel régional du Haut-Languedoc qui autorise, sur son territoire, de nouvelles ouvertures de carrières à condition qu'elles alimentent des chantiers de restauration, le recensement des données sur les pierres du patrimoine historique et sur leurs carrières d'origine mené par Pierresud en Languedoc-Roussillon, ou encore l'étude réalisée par Zoé Valat, en 2015, sur les savoir-faire liés au travail du marbre, commandée par la communauté de communes du Pays Saint-Ponais.

2 - Quelques outils sont exposés au restaurant La Marbrerie ainsi qu'à l'abbaye de Caunes-Minervois tandis qu'il est possible de voir un lot d'échantillons de marbres de l'entreprise Fabre-Luce dans le hall de la mairie de Saint-Pons-de-Thomières.

3 - Nous retenons ici la définition du ministère de la Culture et de la Communication : *un ensemble d'organes mettant en œuvre de l'énergie mécanique et qui assurent un rôle particulier, précis et défini dans un cycle de fabrication d'une installation industrielle déterminée*, citée par GASNIER, Marina. *Patrimoine industriel et technique. Perspectives et retour sur 30 ans de politiques publiques au service des territoires*. Lyon, Lieux Dits, 2011, (Cahiers du Patrimoine ; 96), p. 73.

*aspérités les plus importantes*⁴. Cette opération est souvent réalisée à proximité immédiate du lieu d'extraction (fig.1). Les blocs sont ensuite tranchés en plaques d'épaisseur variable. Les produits semi-finis sont enfin envoyés à l'atelier de marbrerie où ils sont taillés et polis, la marbrerie pouvant être située à plusieurs kilomètres du gisement. À partir du XX^e siècle, deux révolutions mécaniques interviennent dans cette chaîne brossée à grands traits et transforment les exploitations languedociennes⁵. La première concerne les lieux d'extraction dès la fin des années 1920, lorsque le fil hélicoïdal permet aux carriers d'abandonner coins et pics (fig.2). La seconde émerge concomitamment au sein des ateliers avec la multiplication et le perfectionnement des machines à débiter et l'arrivée des machines à polir. Cette transformation des méthodes d'extraction et de taille des marbres se poursuit dans la seconde moitié du XX^e siècle avec la généralisation des outils diamantés, fil, scie et disque.

Fig. 2. Saint-Pons-de-Thomières (Hérault), carrière de marbre du Resplandy ; extraction d'un bloc au fil hélicoïdal par Pierre Guilhaumon, 1997. Michel Coroir © PNRHL.

De la mécanisation du travail du marbre, nous ne retiendrons ici que l'étape du tranchage en raison de ses spécificités techniques. La pièce maîtresse de cette opération est appelée armure, châssis de sciage ou encore harnais : cet *engin de carrière, destiné à scier simultanément de nombreuses tranches dans un bloc de pierre ou de marbre, se compose de colonnes fixes, supportant un cadre mobile portant les lames de sciage et oscillant sous l'effet d'une bielle à excentrique*⁶. Pouvant compter jusqu'à cent lames, son principe est de multiplier le sciage auparavant réalisé à l'aide d'une scie à pierre dure, manuelle ou hydraulique. Placé au centre du châssis, le bloc de marbre est lentement tranché (en moyenne de 16 à 18 mm/heure) par le frottement répétitif des lames d'acier sur un mélange abrasif, composé principalement de sable et d'eau (fig.3, 4 et 5). Si le sciage des blocs au moyen d'une armure est introduit

Fig. 3. Laurens (Hérault), marbrerie Anglade ; châssis de sciage « Gregori », vers 1970. © Louis Anglade.

4 - VALAT, Zoé. *Saint-Pons : le marbre*. Département de l'Hérault, Communauté de communes du Pays Saint-Ponais, 2015, dact., p. 47.

5 - Voir notamment VALAT, *op. cit.* et ANGLADE, Louis et LARDIT, Bernard. *Industrie du marbre, de la pierre taillée au granit poli. Ateliers du XX^e siècle*. Orthez, ICN imprimerie, 2010.

6 - Grand Larousse encyclopédique en dix volumes. Paris, Librairie Larousse, 1960, t. 1, p. 586.

Fig. 4. Laurens (Hérault), marbrerie Anglade ; châssis de sciage « Marioni », en 2013. D. Maugendre © Région LRMP, Inventaire général.

Fig. 5. Laurens (Hérault), marbrerie Anglade ; détail des lames du châssis de sciage « Marioni », en 2013. D. Maugendre © Région LRMP, Inventaire général.

en France à la fin du XVIII^e siècle⁷, il semble n'être généralisé, en Languedoc, qu'au cours de la première moitié du XX^e siècle⁸.

À Saint-Pons-de-Thomières, l'usine de la famille Fabre-Luce, édifiée en 1928, comptait six châssis de sciage, fournis par le constructeur belge « Le Progrès Namurois » et alimentés en

7 - FRANCHE-COMTÉ. Inventaire général du patrimoine culturel. *Marbres et marbreries, Jura*. Réd. Laurent Poupard ; fotogr. Yves Sancey. Paris, Erti, 1997, (Images du patrimoine ; 169), p. 10.

8 - Les mentions de châssis relevées par Louis Anglade à Caunes-Minervois dès le début du XIX^e siècle semblent constituer une exception, notamment la présence d'un châssis de douze lames installé sur les bords de la rivière de l'Argent-Double dès 1808, Louis Anglade, *op. cit.*, p. 49.

Fig. 6. Saint-Pons-de-Thomières (Hérault), papier à en-tête de l'entreprise Guilhaumon Père et fils, 1954. © Archives départementales de l'Hérault, 354 W 16.

eau par une roue à godets d'environ 10 mètres de diamètre⁹. Quelques années plus tard, vraisemblablement à partir de 1935, l'atelier voisin exploité par la famille Guilhaumon est également équipé d'un châssis, puis d'un second¹⁰ (fig.6). À Laurens, il faut attendre 1964 pour que l'usine de la famille Anglade en soit pourvue ; à la fin des années 1960, elle en compte trois¹¹. Pour les départements voisins de l'Aude et des Pyrénées-Orientales, nous ne possédons pas de données historiques aussi précises¹². D'après le repérage du patrimoine industriel de l'Aude, mené par Michel Wiénin dans les années 1990, il semblerait que les scieries hydrauliques installées pour le débitage du marbre au cours du XIX^e siècle n'aient pas été remplacées par des armures, excepté à Caunes-Minervois. Ce tour d'horizon laisse présumer qu'au milieu du XX^e siècle, une dizaine d'armures sciaient le marbre depuis les contreforts du Massif central jusqu'aux Pyrénées.

Ferraillées, abandonnées ou amputées : des machines dans la tourmente

Si la mécanisation du travail des carrières et des marbriers peut sembler récente, la succession rapide de nouvelles techniques soulève la question de la documentation et de la conservation des machines utilisées dans les premiers temps. L'extraction au fil hélicoïdal a laissé peu de vestiges, au mieux quelques piliers et poulies de renvoi disséminés sur les pentes des

9 - AD Hérault, 1770 W 319, **fonds iconographique de l'ODAC**, reproduction d'un document publicitaire intitulé « Carrières et scieries de marbres de Saint-Pons-de-Thomières », 1933.

10 - VALAT, *op. cit.*, p. 56 ; AD Hérault, 354 W 16, **établissements classés**, plan de l'atelier de taille Guilhaumon, situé au 41 avenue de Castres, 1954.

11 - Voir dans ce numéro « Rencontres avec Louis Anglade : portrait d'un homme du marbre ».

12 - A l'échelle du Languedoc et des Pyrénées, nous disposons de l'inventaire des sites d'extraction dressé par Louis Anglade : ANGLADE, Louis. « Carrières de marbre du Languedoc et des Pyrénées ». *Cahiers d'arts et traditions rurales*, 1998, n°11, p. 5-123. Pour l'Aude, il existe plusieurs études portant sur les ateliers de taille du marbre mais les inventaires de leurs équipements techniques, disparus ou conservés, restent imprécis. Se reporter aux dossiers de l'Inventaire général ainsi qu'à l'ouvrage LANGUEDOC-ROUSSILLON. Inventaire général du patrimoine culturel. *Le patrimoine industriel de l'Aude*. Réd. Michel Wiénin. Carcassonne, ACPLR, 1998, (Images du patrimoine ; 177). Pour les Pyrénées-Orientales, la bibliographie est plus indigente : il n'existe pas d'ouvrage dédié à l'industrie du marbre dans les Pyrénées, absente également des actes du colloque tenu à Perpignan en 2003, seule synthèse aujourd'hui disponible sur le patrimoine industriel du département : MARTY, Nicolas, CASTANER MUNOZ, Esteban (dir.). *L'histoire et le patrimoine de la société industrielle en Languedoc-Roussillon - Catalogne. Les enjeux de la recherche et de la conservation*. Actes du colloque international Perpignan-Paulilles, novembre 2003. Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, 2007. De récentes recherches menées sur les carrières pyrénéennes ont toutefois permis d'améliorer nos connaissances sur les méthodes d'extraction : MARTZLUFF, Michel, NADAL Sabine. « L'héritage archéologique du monde industriel dans les zones brûlées : mines et carrières contemporaines ». Dans *Archéologie d'une montagne brûlée. Massif de Rodès, Pyrénées-Orientales*, Trabucaire, Perpignan, 2009, p. 453-473. Délaisés par les historiens, les ateliers et les usines liés à cette activité extractive restent donc à étudier.

exploitations¹³. Pire est la conservation des grues qui ont permis d'améliorer le transport des blocs au sein des carrières dès le second quart du XX^e siècle. Le département de l'Hérault n'en compte plus que trois, toutes conservées dans le secteur de Laurens tandis que celles de Cessenon-sur-Orb et de Saint-Pons-de-Thomières ont disparu¹⁴ (fig.7). Au cours du XIX^e siècle, le sciage du marbre a parfois été réalisé à l'aide de scies à une ou plusieurs lames, mises en mouvement par l'énergie hydraulique¹⁵ ou l'énergie éolienne¹⁶. Aucune scie hydraulique ne nous est parvenue tandis que le moulin à vent de Félines-Minervois, au moment de sa protection, ne conservait plus le moindre équipement¹⁷. En admettant que la mécanisation du travail du marbre soit symbolisée par l'armure, le constat devient alarmant. En effet, sur la dizaine de châssis ayant existé sur le territoire du Languedoc-Roussillon, n'en demeurent que deux, conservés dans l'ancienne marbrerie Anglade.

Fig. 7. Saint-Nazaire-de-Ladarez (Hérault), carrière de marbre ; vue générale de la carrière (Rouge Incarnat) et des deux grues-derricks, en 2013. D. Maugendre © Région LRMP, Inventaire général.

L'exploitation du marbre par la famille Anglade débute à Laurens dès 1885 et suit les phases successives de mécanisation de l'outillage des carriers et des marbriers. Un fil de sciage est utilisé au sein des carrières à partir de 1933 mais il faut attendre le début des années 1960 pour qu'une usine comprenant une scierie et un atelier de marbrerie voit le jour¹⁸ (fig.8). Le matériel de débitage, constitué de grands disques, est complété par un premier châssis de sciage en 1964, puis un second en 1968 et un troisième en 1970 (ce dernier a été détruit en

13 - À ce titre, l'initiative de restituer ces installations, menée récemment par l'association Les marbrières de Caunes-Minervois, est à souligner ; voir l'article « Évolution des techniques d'extraction du marbre à Caunes-Minervois » dans ce numéro.

14 - Deux grues sont conservées sur le territoire de la commune de Saint-Nazaire-de-Ladarez (Hérault). Une troisième est en service dans la carrière d'Italmarbre Pocai à Laurens (Hérault).

15 - WIÉNIN. *op. cit.*, p. 36-37.

16 - CLAUDE, Sandrine. « Du vent pour scier le marbre ». *Bulletin du Centre de recherche du château de Versailles* [En ligne], | 2012, mis en ligne le 19 janvier 2016.

17 - DRAC Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. Yvon Comte, dossier de protection de l'« ensemble marbrier du moulin Biot », 2004.

18 - Inventaire général, Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées, Lisa Caliste, dossier électronique « carrière de marbre et usine de taille de matériaux de construction Anglade, puis Fougerolles, actuellement La Pierre de France », 2012.

Fig. 8. Laurens (Hérault), marbrerie Anglade ; l'usine en cours de construction, vers 1965. © Louis Anglade.

2006). Les trois armures proviennent d'entreprises italiennes, basées à Carrare, deux du constructeur Gregori, l'autre du constructeur Marioni. L'intérêt de l'armure Marioni est multiple et justifie une rapide description de cet *unicum*. Dernière à avoir fonctionné en 2005, elle présente un ensemble parfaitement conservé, du moteur jusqu'au cadre porte-lames. Soulignons qu'il serait inexact de considérer l'armure à partir du seul châssis ou cadre porte-lames car cet « engin de chantier » se compose de plusieurs pièces : le mouvement de va-et-vient des cent lames d'acier de l'armure Marioni est imprimé par un couple manivelle-bielle relié à un volant d'inertie lui-même entraîné par un moteur électrique (fig.9 et 10). De plus, le mélange d'eau et de sable utilisé pour le sciage du marbre est distribué au-dessus du châssis par un système de pompes installé au centre de l'atelier. La vitesse de sciage de cette l'armure pouvait atteindre 24 mm/heure. Les tranches, de 2 à 4 cm d'épaisseur, étaient vendues directement à des marbriers ou travaillées dans les ateliers de marbrerie de l'usine. L'armure voisine a, quant à elle, été amputée de son moteur, seuls le châssis et la bielle étant conservés.

Le constat semble aussi critique dans les autres régions marbrières françaises¹⁹. Malgré une étude exhaustive et pionnière du patrimoine marbrier de Franche-Comté, menée par Laurent Poupard au cours des années 1990, aucune protection raisonnée n'a permis de conserver les nombreux ensembles techniques alors repérés²⁰. Un seul exemplaire des dizaines d'armures animant les scieries du Jura demeure, conservé dans les ateliers Yelmini, commune de Saint-

19 - La Bourgogne est absente de ce tour d'horizon des régions marbrières françaises, faute de données disponibles pour cet espace géographique.

20 - Dans un article publié en 2015, Luc Fournier constate le caractère empirique plutôt que raisonné des protections des machines de production industrielle en France, FOURNIER, Luc. « Le classement des machines de production industrielle au titre des monuments historiques ». *Monumental*. Le patrimoine industriel, juin 2015, p. 24-25.

Amour. Le devenir d'un autre châssis, depuis son stockage dans la carrière de Chassal au cours des années 2000, est plus qu'incertain. De même, l'inventaire réalisé à la même époque dans le département du Nord, par Jean-Marc Ramette, n'a pas été suivi de mesure de protection. Seule la commune de Flaumont-Waudrechies (Nord) a souhaité conserver trois châssis de sciage dans l'ancienne marbrerie Cordier, fermée en 1991 et transformée en salle des fêtes et en médiathèque depuis 2007. Dans ce département, un autre châssis est présenté au sein du musée du Marbre et de la Pierre Bleue, sur la commune de Bellignies.

Fig. 9. Laurens (Hérault), marbrerie Anglade ; salle des châssis de sciage, moteur de l'armure « Marioni », en 2013. D. Maugendre © Région LRMP, Inventaire général.

Fig.10. Laurens (Hérault), marbrerie Anglade ; salle des châssis de sciage, en 2013. D. Maugendre © Région LRMP, Inventaire général.

Quel devenir pour les machines monumentales des carrières de marbre ?

Entrer dans une scierie de marbre est le seul moyen de se rendre compte de l'ampleur physique des armures qui occupent pleinement l'espace de l'atelier. Le châssis Marioni de la scierie Anglade mesure, à lui seul, 2,50 m de large sur 3,80 m de long. L'aspect imposant de cet ensemble est accentué par l'étroitesse des espaces de circulation - l'étape importante se déroulant à l'entrée de l'atelier lorsque le bloc est installé sur le châssis. Face à cet « objet de métier »²¹ monumental, que peut proposer l'expert et quelle position peuvent adopter les responsables de la conservation du patrimoine²² ? D'autres branches industrielles ont bénéficié d'une réflexion et d'actions en faveur de la protection des équipements techniques de grande taille, qu'il n'est pas inutile de rappeler à titre de comparaison. Trois secteurs ont été les premiers concernés par ces questions : les transports, les mines et le textile²³. Alors que la première thématique bénéficie du classement de 42 locomotives à vapeur et 54 voitures de voyageur dès 1987, il faut attendre 1992 pour qu'intervienne le classement du premier chevalement minier au titre des Monuments historiques. Enfin, comme l'a souligné Luc Fournier, *l'industrie textile se taille la part du lion* dans la protection des machines de production industrielle, dont une grande partie se trouve en région lyonnaise²⁴. Alors que le territoire national compte près de 1 500 protections en faveur d'objets mobiliers liés à la production artisanale et industrielle²⁵, les mesures de déclassement ne sont pas rares ces dernières années²⁶. Face à ce constat, il serait aisé, mais trompeur, de penser que la protection au titre des monuments historiques n'offre pas de solution pérenne pour le champ patrimonial du travail.

Rappelons les propos d'Olivier Poisson : *la véritable spécificité du classement d'un objet au titre des Monuments historiques (...) est (...) d'assujettir cet objet à une servitude, assurant sa conservation (...) sans pour autant lui faire quitter les mains de son propriétaire, ni l'extraire de son contexte, historique et fonctionnel. L'objet peut ainsi être protégé et conservé sans perdre son histoire, et sans perdre les relations, quelles qu'elles soient, qui l'unissent à l'environnement matériel et humain qui est le sien, qui lui donnent son sens*²⁷. Suivant cette

21 - Expression empruntée à Yves Cranga, « L'objet de métier », *Icônes et idoles. Regards sur l'objet Monument historique*. Paris, Actes Sud, 2008.

22 - Dans un article récemment publié présentant un état des lieux de la reconnaissance des machines de production en France, Géraud Buffa accorde une place centrale aux questions posées par la conservation des machines de production de grande taille : BUFFA, Géraud, « Taper sur la machine ? La difficile patrimonialisation du mobilier industriel ». *Patrimoine industriel*, CILAC, 2015, n°66/67, p. 164-177, en particulier p. 172.

23 - BUFFA, *op. cit.*, p. 166-170 ; SCHOENSTEIN, Frantz. « La protection du patrimoine industriel au titre des monuments historiques 1970-2015 ». *Monumental*. Le patrimoine industriel, juin 2015, p. 20-23

24 - FOURNIER, *op. cit.*, p. 24-25.

25 - Les chiffres avancés sur cette question semblent largement diverger. Tandis que Frantz Schoenstein se réfère à 1 546 « objets liés à l'industrie », Marina Gasnier relève 1 118 machines de production présentes dans les bases du Ministère de la Culture et de la Communication (étudiées mais pas forcément protégées), GASNIER, *op. cit.*, p. 191. Géraud Buffa a récemment rappelé que, si 1 270 objets sont classés au titre des monuments historiques dans la catégorie « patrimoines industriel, scientifique et technique », seuls 190 d'entre eux sont des machines liées à la production industrielle, BUFFA, *op. cit.*, p. 170.

26 - SCHOENSTEIN, *op. cit.*, p. 22.

27 - POISSON, Olivier. « L'objet Monument historique ». Dans *Icônes et idoles. Regards sur l'objet Monument historique*, Paris, Actes Sud, 2008, p. 47.

conception, la préservation *in situ* des machines est prônée par les conservateurs du patrimoine. Ainsi, Jonathan Truillet, confronté en 2011 à la protection des métiers à tisser du Point de Sedan (Ardennes), jugeait que la conservation des machines *n'a pleinement de sens que si elles sont attachées à perpétuelle demeure dans le bâtiment de production auquel elles étaient dédiées*²⁸. Si les coûts d'entretien des locaux industriels ne sont pas à négliger comme l'a souligné Luc Fournier²⁹, l'enjeu consiste à maintenir les outils de travail au sein des ateliers car *l'œuvre in situ ne dit pas la même chose qu'un objet privé de son lieu et de son histoire*³⁰.

La préservation des châssis de sciage dans leur environnement sous-tend une autre question : est-il préférable de conserver l'ensemble de la chaîne opératoire du marbre plutôt qu'un seul de ses éléments ? Face à un site industriel tel que la marbrerie Anglade, l'approche du chercheur est globale : il s'agit d'identifier les moyens de production en présence, de restituer un principe de fonctionnement et de définir un système de production (fig.12). La position totale du chercheur peut-elle rencontrer celle du conservateur ? Lorsque ce dernier affirme que c'est l'objet dans son contexte qui est vecteur d'une valeur patrimoniale, il rejoint l'expert considérant l'atelier comme un ensemble technique cohérent. Est-ce à dire qu'il faut tout protéger ? Si l'on s'en tient à ces deux points de vue, l'intérêt ne doit plus être porté aux seules armures. Les grands disques et les scies monolames, les débiteuses (fig.11), moulureuses et

Fig. 11. Laurens (Hérault), marbrerie Anglade ; débiteuse, en 2013. D. Maugendre © Région LRMP, Inventaire général.

28 - TRUILLET, Jonathan. « Quelle protection juridique pour le patrimoine mobilier industriel ? L'exemple des métiers à tisser du Pont de Sedan ». *Monumental*. L'objet Monument historique. Protection, conservation, restauration et présentation, juin 2011, p. 21.

29 - FOURNIER, *op. cit.*, p. 25.

30 - POISSON, *op. cit.*, p. 49.

polissoirs, les ponts-roulants et palans doivent être considérés comme autant d'équipements industriels représentatifs du travail du marbre, depuis l'extraction du bloc en carrière jusqu'au produit fini livré aux revendeurs ou aux clients. Leur conservation semble indispensable à la compréhension du travail du marbrier au siècle dernier alors que la robotisation, et plus fréquemment la sous-traitance à l'étranger, sont devenues des pratiques répandues dans les sites languedociens encore en activité.

Fig. 12. Laurens (Hérault), marbrerie Anglade ; emprise des carrières et des bâtiments ; schéma de fonctionnement des installations. V. Marill © Région LRMP, Inventaire général.

Le Languedoc et les Pyrénées comptent encore plusieurs carrières de marbre en activité, dont deux dans le département de l'Hérault, à Saint-Pons-de-Thomières et à Laurens. C'est sur le territoire de cette dernière commune que sont conservées deux armures ayant servi à scier des tranches de marbre pendant près d'un demi-siècle. Vestiges d'une méthode de sciage qui a été remplacée par les outils diamantés, leur intérêt ne se limite toutefois pas à la représentativité d'un système technique : ils semblent faire partie des ultimes châssis de sciage conservés en France. Si cet argument éthique ne suffit à leur conservation, espérons que la présence d'une activité économique liée à l'exploitation du marbre puisse servir à la préservation de ce patrimoine, dont l'existence semble plus que fragile. Le territoire du Languedoc-Roussillon possède de multiples atouts pour devenir un conservatoire des paysages façonnés par les nombreuses carrières, un conservatoire des outils et machines, comme un conservatoire des savoir-faire.

Lisa CALISTE

Chercheur Inventaire général
Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées

Remerciements

Nous exprimons notre gratitude à Louis Anglade pour l'ensemble des informations délivrées, en particulier sur les châssis de sciage, savoir qu'il nous a transmis avec passion et générosité, de même pour ses archives ici reproduites.

Je tiens à exprimer mes plus vifs remerciements à Laurent Poupard, chercheur à l'Inventaire général du patrimoine culturel, Région Bourgogne-Franche-Comté, à Olivier Duban, directeur de la marbrerie Yelmini à Saint-Amour (Jura), et à Christine Le Pennec, pour les informations fournies concernant les marbreries de Franche-Comté. De même, que soit ici remercié Jean-Marc Ramette, chercheur à l'Inventaire général du patrimoine culturel, Région Hauts-de-France, pour les renseignements transmis concernant le département du Nord. Enfin, mes remerciements vont à Jean-Michel Lardit, directeur de l'entreprise Lardit à Sévignacq-Meyracq (Pyrénées-Atlantiques), pour les informations dispensées sur les équipements de sciage de la région d'Arudy : les châssis de sciage de marbre de cette entreprise ont été transformés, au cours des années 1970, pour la découpe du granit, puis démantelés dans les années 1990.

Je tiens enfin à remercier Catherine Chaplain-Manigand, chargée du suivi de repérage du patrimoine industriel à la Direction générale des patrimoines du ministère de la Culture et de la Communication, Nicolas Pierrot, chercheur à l'Inventaire général du patrimoine culturel, Région Ile-de-France et Laurent Poupard pour leurs précieux conseils.

Pour citer cet article :

Lisa CALISTE « De la carrière à la marbrerie : des machines monumentales au devenir incertain », *Patrimoines du sud* [en ligne], 4 / 2016, mis en ligne le 12 septembre 2016, consulté le
URL : <https://inventaire-patrimoine-culturel.cr-languedocroussillon.fr>